

CFHM

COMMISSION
FRANÇAISE
D'HISTOIRE
MILITAIRE



1914 : guerre préparée, guerre vécue

20-21 novembre 2014

Colloque international organisé à Paris,
Ecole militaire (amphithéâtre Louis),
par la Commission française d'histoire militaire (CFHM)

Direction scientifique : professeur Dominique Barjot, président du conseil scientifique,
et lieutenant-colonel Rémy Porte



Commission française d'histoire militaire (CFHM)

Association loi 1901 fondée en 1938, elle a pour objet de développer et coordonner la recherche en histoire militaire, en réunissant historiens civils et militaires, et d'assurer la représentation de la France au sein de la Commission internationale d'histoire militaire (CIHM), dont elle est membre fondateur.

La CFHM compte une centaine de membres, parmi lesquels de nombreux enseignants des second et troisième cycles, des officiers diplômés en histoire militaire, des chartistes, des docteurs et doctorants, des amateurs intéressés à titre professionnel ou privé par l'histoire militaire sous toutes ses formes : histoire des différentes armes, stratégie, tactique, opérations et campagnes, aspects militaires de la politique étrangère et des relations internationales, étude des doctrines et des pratiques, représentation du fait militaire dans les arts et la littérature, médecine militaire, guerre et économie, techniques et questions militaires, biographies, prosopographie, etc. De l'Alsace à l'Océan Indien, du Nord à la Vendée, de Picardie au Val-de-Loire, elle dispose d'une dizaine de délégations régionales.

Activités de la CFHM

De septembre à juin, la CFHM se réunit un samedi par mois de 09h30 à 12h30 dans un amphithéâtre de l'École militaire. La réunion permet de faire le point des activités en cours, de présenter les colloques récents, les thèses soutenues et les nouveaux ouvrages publiés. Lors de chaque séance, un conférencier présente une communication sur ses travaux et publications.

La Commission diffuse une lettre d'information trimestrielle et assure la maîtrise rédactionnelle de certains numéros (n° 75, 85, 90, 92) de la *Revue internationale d'histoire militaire*.

Elle organise chaque année un colloque ou une journée d'études : « Armistice de 1940 » en 2010, « Otages » en 2011, « Géographie militaire et conflits » en 2012, « Blocus » en 2013.

Elle organise également des visites guidées sur des sites d'intérêt militaire ou scientifique. Depuis 2012 : le porte-avions nucléaire Charles de Gaulle à Toulon, le CERN à Genève, la base aérienne de Landivisiau et celle de Tours, le musée du château de l'Emperi à Salon-de-Provence.

**Commission française d'histoire militaire,
Château de Vincennes, tour du Diable,
1 avenue de Paris, 94306 Vincennes Cedex**

Courriel : michelloustau[at]numericable.fr



Pourquoi ce colloque ?

Jusqu'à l'été 1914, toutes les armées, comme c'est leur mission, se préparent à la guerre. Dans chaque pays, la doctrine, les règlements, l'instruction, la planification témoignent de ces préparatifs pour un conflit que tous croient devoir être relativement bref. Dans leur immense majorité, les opinions publiques adhèrent, plus ou moins passivement, à ce discours collectif, que tiennent tous les gouvernements. Or, dès les premiers mois, il apparaît que ce que l'on va nommer très rapidement la « Grande Guerre » prend une forme que personne n'attendait, que les opérations ne se déroulent pas comme prévu, qu'il faut revoir les prévisions antérieures et s'adapter. Cette réalité militaire a également, dès les premières semaines, des échos économiques, industriels, sociaux, importants au sein de chaque société. La guerre préparée au cours des années précédentes dans les différents pays n'est pas la guerre vécue par les gouvernements, les armées, les peuples.

En organisant le colloque **1914 : guerre préparée, guerre vécue**, la Commission française d'histoire militaire souhaite à la fois :

- Conformément à ses statuts, contribuer à une meilleure connaissance de l'histoire militaire en replaçant les opérations de la « guerre de mouvement » dans le contexte qui fut le leur et en mettant en convergence des thématiques plus rarement évoquées.
- Favoriser les échanges entre spécialistes d'horizons très divers, français et étrangers, universitaires et militaires, y compris de jeunes chercheurs, aussi bien qu'entre les intervenants et l'assistance.
- Porter, dans le concert des manifestations organisées à l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale, la voix d'une histoire militaire rénovée qui place les opérations au cœur de son analyse à partir d'une approche transdisciplinaire.

Une participation aux frais d'organisation de 60 euros pour les deux jours est demandée à chaque participant : elle comprend les « pauses café » et les deux déjeuners avec les intervenants pour continuer le dialogue pendant les repas (étudiant : 20 euros). Participation réduite pour une seule journée.

Inscription et règlement (à l'ordre de la CFHM) auprès du secrétaire de la Commission :
michelloustau[at]numericable.fr



20 novembre

09h00

Ouverture par le général d'armée (2S) Elrick IRASTORZA, Président de la Mission du Centenaire

09h15

Introduction au colloque et présentation des axes de réflexion par le professeur Dominique BARJOT, université de Paris IV Sorbonne.

09h45

LES ARMEES PREPARENT LA GUERRE

Le concept de guerre préventive du général Conrad et la planification de l'entrée en guerre des armées autrichiennes, LCL Vincent ARBARETIER, officier de l'arme des Transmissions, Commandement de la force terrestre.

Le plan XVII et son application, LCL Christophe GUE, chef de la division Terre du département de la recherche, des études et de l'enseignement du Service historique de la Défense.

La défense de la Belgique en 1914, Christophe BECHET, Chargé de recherches au Fonds nationale de la recherche scientifique (FRS-FNRS), Belgique.

10h30

Débat avec la salle. Questions/réponses

11h00 / 11h15 : Pause

11h15

La préparation de la guerre autour de l'année 1914 : la France observatrice et observée, entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, Candice MENAT, doctorante, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence

Charleroi, bien pire que Waterloo. Produit de l'incompétence ou du destin ?, Jean-François TANGUY, maître de conférences honoraire

1914 : guerre préparée et guerre vécue par la cavalerie. Comparaison franco-allemande, colonel Thierry NOULENS, cadre-enseignant, Ecole de Guerre

12h00

Débat avec la salle. Questions/réponses

12h30 : Déjeuner pris en commun à l'école militaire

14h00

L'armée britannique en France en 1914 : entre suffisance et pragmatisme, Cédric MAS, avocat

Les armées australienne et néo-zélandaise naissent des premiers mois de guerre, Elisabeth GREENHALGH, Université de Nouvelles Galles du Sud (Australie) et Académie militaire australienne

L'armée russe à la veille de la Grande Guerre, Nikolay I. NIKIFOROV, directeur adjoint de l'Institut d'histoire militaire au ministère russe de la Défense et vice-président de la Commission russe d'histoire militaire

14h45

Débat avec la salle. Questions/réponses

15h15

L'aéronautique française en 1914 et les débuts de la spécialisation, Marie-Catherine VIL-LATOUX, chef de la division Air du département de la recherche, des études et de l'enseignement du Service historique de la Défense

La motorisation en marche : les premiers emplois opérationnels du moteur, LCL Rémy PORTE, officier référent 'Histoire', état-major de l'armée de terre

Génies rivaux en 1914, Jean-François PERNOT, maître de conférence émérite, Collège de France

16h00

Débat avec la salle. Questions/réponses

16h30 : Pause

17h00

LES NEUTRES EN GUERRE

La Grèce en 1914 : une guerre projetée mais non assumée, professeur Elli LEMONIDOU, université de Patras (Grèce)

L'entrée en guerre de l'Italie : une neutralité en trompe-l'œil, professeur Hubert HEYRIES, université de Montpellier III

17h30

Débat avec la salle. Questions/réponses

21 novembre

PEUPLES ET NATIONS EN GUERRE

09h00

Maurice Roger et Olivier Le Gével. Ou comment la correspondance privée de deux combattants illustre l'entrée en Première Guerre mondiale du 47^e RI de Saint-Malo, Erwan LE GALL, directeur du cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle 'En Envor'

L'enjeu du talus des Weppes dans le canton de La Bassée durant l'automne 1914, Chantal DHENNIN-LALART, agrégée, doctorante à l'université de Lille Charles de Gaulle.

Août 1914 : le sort des immigrants italiens en France, Pierre-Louis BUZZI, étudiant en master, université de Strasbourg

Armée jaune et force noire : les troupes indigènes à l'épreuve de la Première Guerre mondiale, Stéphanie SOUBRIER, doctorante, université de Paris 1

10h00

Débat avec la salle. Questions/réponses

10h30 : Pause

11h00

Le Reich allemand et la crise de juillet 1914 : la question des responsabilités des décideurs dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, professeur Benoit LEMAY, Collège militaire royal du Canada

Mumm, le destin d'une maison de Champagne allemande pendant la Première Guerre mondiale, Yves TESSON, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et membre associé du Centre Roland Mousnier

Louis Loucheur, l'effort d'armement et l'industrialisation de la guerre en 1914-1915, professeur Dominique BARJOT, université de Paris IV Sorbonne

11h45

Débat avec la salle. Questions/réponses

13h00 : Déjeuner pris en commun à l'école militaire

14h00

Le dentiste à l'orée de la Grande Guerre (1914), chirurgien-dentiste principal ® Xavier RIAUD

Mythe ou réalité : la représentation du pilote en 1914, capitaine Christian BRUN et lieutenant Yousra OUIZZANE, Centre de recherche de l'école de l'Air, Salon-de-Provence

Du culte du Moblot à celui du Poilu : préparation culturelle et commémorations de guerre, du mythe de 1870 à la réalité de 1914, Rémi DALISSON, université de Rouen

15h00

Débat avec la salle. Questions/réponses

15h30 : Pause

16h00

Etat des lieux des publications du centenaire (2013-2014), LCL Rémy PORTE, officier référent 'Histoire', état-major de l'armée de terre

16h15

Bilan des cinq premiers mois de guerre et conclusions du colloque, professeur François COCHET, université de Lorraine (site de Metz)

17h00 : Cocktail de clôture à l'école militaire

Nos intervenants

Dominique BARJOT, président du conseil scientifique du colloque.

Dominique BARJOT est professeur d'Histoire économique contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV), directeur de l'école doctorale 188 d'Histoire moderne et contemporaine, directeur adjoint de l'UMR 8596 Centre Roland Mousnier. Il est l'auteur de nombreux ouvrages ou articles de revue, parmi lesquels, récemment : *Deux guerres totales 1914-1918 1939-1945. La mobilisation de la nation*, Economica, 2011 ; avec Schroeter (Harm G.), eds, "Economic Cooperation Reconsidered", *Revue économique*, vol., 6, novembre 2013 ; *Bouygues. Les ressorts d'un destin entrepreneurial*, Economica, 2014. Il a également dirigé plusieurs numéros de la revue *Entreprises et Histoire*.

Louis Loucheur, l'effort d'armement et l'industrialisation de la guerre en 1914-1915

Louis Loucheur (1872-1931). Polytechnicien, fondateur en 1899 de la Société Générale d'Entreprises (aujourd'hui Vinci), il constitua avec Alexandre Giros (1870-1937) et à la veille de la Première Guerre mondiale un puissant groupe industriel et financier dans l'électricité et les travaux publics. Mobilisé et s'étant imposé aux yeux de Briand comme un expert des questions d'armement, il fut, d'abord comme Secrétaire d'Etat à l'Armement et aux Munitions, puis, avec Clemenceau, comme ministre de plein droit, le principal organisateur de la mobilisation industrielle de la France durant la Première Guerre Mondiale avec son prédécesseur, le socialiste Albert Thomas. S'inspirant des actions réalisées en Allemagne par Walter Rathenau, il s'entoura d'un brain-trust d'ingénieurs de premier plan, parmi lesquels Louis Marlio, Albert Petsche, Ernest Mercier et Ernest Weyl, accéléra la rationalisation de l'industrie française et jeta les bases d'une politique pétrolière indépendante. Après la guerre, il joua un rôle déterminant dans la reconstruction du pays. Devenu leader de la Gauche Républicaine, il milita en faveur du développement des ententes et cartels internationaux. Pour lui, ils constituaient le seul moyen de réconcilier durablement la France et l'Allemagne ainsi que de faire face à la concurrence des Etats-Unis. Très actif au sein de la Société des Nations, il voyait dans les cartels un moyen prééminent d'aller dans la voie des Etats-Unis d'Europe.

Vincent ARBARETIER

Le lieutenant-colonel Vincent Arbarétier est un officier des Transmissions de l'armée de Terre française et docteur en histoire contemporaine (IEP-2006), spécialiste des questions de commandement et de stratégie au cours des conflits contemporains. Il a en particulier publié sur ces thèmes, à propos de la Seconde guerre mondiale : *L'école de la guerre : Sedan 1940* et *La conquête de la Norvège (1940). La première opération interarmées de l'histoire* (Economica 2000 et 2014). Il oriente désormais une partie de ses recherches sur l'armée impériale austro-hongroise de la Première Guerre mondiale.

Conrad von Hötzendorf et la Guerre Préventive

Lorsque l'archiduc François-Ferdinand et l'archiduchesse Sophie sont assassinés à Sarajevo le 28 juin 1914, le général Franz Conrad von Hötzendorf est, depuis presque sept ans¹, en tant que chef d'état-major général de l'armée impériale et royale (*KuK Armee*), à la tête de cette prestigieuse institution, véritable pilier de l'Empire. Plusieurs

¹ Avec une interruption d'un an entre décembre 1911 et novembre 1912.

fois, ce général avait tenté d'impliquer l'Empire dans des guerres préventives, soit contre l'Italie, notamment en 1911 alors que ce qui apparaissait comme étant le gros de l'armée italienne était en cours d'intervention en Tripolitaine contre l'Empire ottoman, soit contre la Serbie, au moment des deux dernières guerres balkaniques qui venaient de se dérouler en 1912 et en 1913.

Contre les Italiens, il avait fait préparer le plan I (comme *Italien*) qu'il comptait déclencher a priori dès que le rapport de forces lui semblerait favorable. En 1911, alors que l'élite de l'armée italienne se trouvait empêtrée dans la conquête de la Tripolitaine, l'heure lui sembla propice, mais ni l'archiduc, ni l'empereur ne lui donnèrent raison. Il écrira dans ses mémoires, après la Première Guerre mondiale, que l'opération lui semblait d'autant plus jouable que l'Italie était alors isolée au plan diplomatique, même si elle appartenait à la Triple avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Contre la Serbie, alliée à l'Autriche-Hongrie, jusqu'au renversement des Obrénovitch par les Karageorgévitch en 1903, l'opportunité de l'annexion de la Bosnie de 1908 puis des guerres balkaniques de 1912 et de 1913 lui semblèrent favorables, d'autant qu'un traité avec la Roumanie et la neutralité de la Bulgarie garantissaient les autres frontières. Ayant réussi à instaurer lors de la conférence de Londres la création d'une Albanie indépendante qui prive la Serbie d'un accès à la mer Adriatique, les diplomates et responsables politiques austro-hongrois furent sourds aux appels de Conrad concernant le déclenchement d'une guerre préventive. Disgracié pendant plus d'un an du 15 novembre 1911 au 12 décembre 1912, il continue néanmoins à inspecter les troupes aux frontières et à s'assurer de l'organisation des plans de mobilisation. Le plan B (ou *Balkan*) lui semble désormais être devenu prioritaire du fait du retour en Italie du gros du corps expéditionnaire de Libye et de l'usure supposée de l'armée serbe durant les deux guerres des Balkans.

Ainsi Conrad, fut-il sans nul doute à l'été 1914 l'un des principaux responsables du déclenchement de la Première Guerre mondiale, mais ce déclenchement, à cette date, ne fut sans doute pas particulièrement voulu.

Christophe GUE

Chef de la division Terre du département de la recherche, des études et de l'enseignement du Service historique de la Défense, le lieutenant-colonel Christophe GUE a servi dans l'arme blindée-cavalerie avant de se spécialiser dans l'histoire militaire. Il a enseigné cette matière aux Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan de 1998 à 2005, puis à l'Ecole de Guerre à partir de 2006. Auteur de nombreux articles sur les opérations militaires en 1914-1918, il a également abordées celles-ci à travers plusieurs études historiques sur le terrain organisées au profit de publics militaires et civils. Il prépare actuellement une thèse sur les représentations de la guerre et la conduite des opérations par le haut commandement français en 1914-1918.

Le Plan XVII et son application

Privilégiant l'offensive par rapport à la défensive-offensive, le plan XVII, à la préparation duquel s'attela l'état-major général de l'armée à partir de 1911, rompait résolument avec les plans précédents. Il n'empêcha pourtant pas les armées françaises de subir de graves revers aux frontières, du 20 au 24 août 1914.

D'après le Grand Quartier Général, ce plan de concentration était censé permettre de faire face à toutes les situations. Conformément à son objet, n'avait-il pas permis une manœuvre stratégique ayant pour résultat « de mettre le gros de nos forces au point qui pouvait être le plus sensible pour l'ennemi », comme le 3^e bureau du GQG le rappela au ministre de la Guerre le 23 août 1914.

Dès lors, n'étaient-ce pas les exécutants qui étaient en cause, leur valeur et, surtout, leur persévérance dans l'exécution ? Les nombreux limogeages qui frappèrent les généraux français paraissent aller à l'appui de cette thèse encore souvent admise. Cependant, les remaniements importants qui furent apportés au dispositif de concentration, à l'aile gauche des armées françaises, et le retard d'une semaine que cela entraîna dans le déclenchement de leur offensive dans les Ardennes et entre Sambre et Meuse, amènent à s'interroger sur la réalité des possibilités d'adaptation à l'imprévu qu'offrait le plan XVII.

Afin de déterminer si c'est à ce plan ou aux exécutants qu'est imputable l'échec essuyé par les armées françaises pendant la « bataille des frontières », il faut s'interroger sur les raisons qui amenèrent la révision du dispositif de concentration et sur les effets de ce remaniement sur le déroulement des opérations.

Christophe BECHET

Docteur en histoire de l'université de Liège, il a consacré sa thèse de doctorat à l'importance stratégique du territoire belge avant la Première Guerre mondiale. Il est actuellement chargé de recherches au Fonds national de la recherche scientifique (FRS-FNRS). Ses principales recherches concernent l'histoire militaire, la Première Guerre mondiale, ses préliminaires et ses conséquences sur la société belge. Il a récemment publié une biographie d'*Alfred von Schlieffen. L'homme qui devait gagner la guerre* (Argos, 2013).

« *Nous ne sommes pas prêts* » : la défense de la Belgique en 1914.

Depuis la signature définitive du traité des XXIV articles (1839), la Belgique neutre a toujours prétendu fonder la défense de son territoire sur le principe de la dissuasion des forces. Les effectifs de l'armée, pendant longtemps limités à 100.000 hommes, avaient été calculés de façon à « faire réfléchir » les puissants voisins sur les risques encourus s'ils s'avisait de violer la neutralité du pays. En cas de guerre franco-allemande, adossée au camp retranché d'Anvers situé dans la boucle de l'Escaut, la petite armée belge était censée constituer une épine suffisamment douloureuse dans le flanc des belligérants, qui les dissuaderait très certainement d'emprunter les axes de communication traversant le pays. En 1888, le caractère dissuasif des défenses belges fut consolidé par l'établissement de ceintures fortifiées autour de Liège et de Namur. Le « réduit national » d'Anvers fut lui-même considérablement renforcé par bonds technologiques successifs, depuis son agrandissement dans les années 1860 jusqu'à sa dernière grande extension votée en 1905. En 1914, malgré ces préparatifs au long cours, les Belges n'étaient pas prêts. Non seulement la modernisation d'Anvers était loin d'être achevée, mais les forts de Liège et de Namur étaient devenus complètement obsolètes. Qui plus est, l'augmentation des effectifs de l'armée belge n'avait absolument pas suivi la courbe ascendante de ses homologues française et allemande. En effet, le service militaire généralisé ne fut voté par les députés belges qu'en 1913. Quatre autres classes étaient le fruit du service personnel d'un fils par famille (loi de 1909). Les dix classes restantes, majoritaires, provenaient toujours de l'inique système du tirage au sort, avec possibilité de remplacement. La carence en officiers pour encadrer les nouvelles recrues était insoluble, tandis que les plans d'opérations ou de sabotage des voies ferrées n'existaient eux-mêmes que sur le papier. Du point de vue de l'état-major belge, la guerre aurait dû commencer dix ans plus tard.

Candice MENAT

Diplômée d'études européennes de l'Université de Strasbourg et de l'Université Libre de Bruxelles, Candice Menat est doctorante à l'IEP d'Aix-en-Provence (CHERPA). Elle soutiendra en janvier 2015 une thèse, préparée sous la direction du lieutenant-colonel Rémy Porte, *Réflexions sur la guerre motorisée dans l'espace européen à travers la presse et la littérature militaire : étude comparative France-Allemagne-Grande-Bretagne (1919-1935)*, recherche elle-même déclinée en diverses publications.

La préparation de la guerre autour de l'année 1914 : la France observatrice et observée, entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne

Dans les principales puissances européennes, la formation des officiers est intimement liée aux doctrines militaires en vigueur en 1914. Rétrospectivement trop souvent taxé d'incurie, l'état-major français s'efforce, durant les années qui précèdent la Grande Guerre d'évaluer au plus près les intentions et les capacités de ses ennemis comme de ses alliés. Le cheminement qui va de la guerre préparée à la guerre vécue n'est en rien prédéterminé. Il est possible de l'appréhender à travers la littérature ouverte, c'est-à-dire les textes dont le public pouvait prendre connaissance.

Trois revues militaires majeures offrent une synthèse accessible du travail des états-majors. Pour la France, la *Revue militaire des armées étrangères* présente avec sérieux les évolutions dans les structures militaires des grandes nations. En Allemagne, les rubriques régulières de *Militär-Wochenblatt* ouvrent une fenêtre sans équivalent sur la pensée et la pratique des forces européennes. En Grande-Bretagne, *The RUSI Journal* restitue la substance vive des tendances politico-militaires à l'étranger. Cette littérature de qualité vaut par son approche globalement dépassionnée. Une intégration réticente de la machine, perçue comme déplaçant les lignes établies, se produit entre 1913 et 1915, qu'il s'agisse de la mitrailleuse, de l'automobile ou des aéronefs. La théorisation française d'une guerre en Europe, confrontée aux perspectives allemandes et britanniques, montre comment, entre formalisme et adaptabilité, l'état-major passe de la guerre préparée à la guerre sur le terrain. Il convient de nuancer le culte de l'offensive à outrance souvent prêté aux Français. Les hypothèses d'école une fois confrontées à la réalité du terrain, la fougue des fantassins ne suffit pas, la puissance de feu déployée entraînant un phénomène d'immobilisation mutuelle des antagonistes, même si l'armée française fait preuve, au cours de l'année 1914, d'un sens aigu de l'adaptation. Somme toute, les revues militaires avaient correctement effectué leur travail de veille stratégique, sans donner l'impression d'une montée des périls. La course aux armements souvent invoquée n'a guère de réalité que dans la sphère navale. L'état-major français n'était nullement imperméable à l'esprit d'expérimentation. Les anticipations savantes des belligérants sont cependant mises en échec par une technique simple, réactivée de l'époque médiévale, la tranchée.

Jean-François TANGUY

Agrégé et docteur en histoire avec une thèse sur *Le maintien de l'ordre public en Ille-et-Vilaine de 1870 à 1914*, Jean-François TANGUY a terminé sa carrière d'enseignant comme Maître de conférences à l'université de Rennes 2. Auteur de nombreux articles et ouvrages, il a en particulier récemment publié une édition annotée de *Ton père et ami dé-*

voué. *Lettres de Jules Lelorrain, magistrat, à son fils Édouard, médecin militaire. Janvier 1867-septembre 1871*, (Presses Universitaires de Rennes, 2013).

Charleroi, bien pire qu'un Waterloo. Produit du destin ou de l'incompétence ?

L'état-major français prépara, entre 1871 et 1914, 17 plans de concentration et de mobilisation. Ces plans n'étaient pas des plans d'opérations. Il y est plusieurs fois répété que le commandant en chef aura toute latitude pour décider sur le terrain en fonction des circonstances. A partir de l'Entente Cordiale (1904), la configuration d'ensemble évolue. Les plans XVI et XVII envisagent comme à peu près certaine une neutralité de l'Italie et enregistrent les progrès de l'armée russe. Mais, jusqu'en 1913, tous conservent l'idée d'une confrontation sur les frontières franco-allemandes, à l'instar de 1870. C'est seulement le plan XVII, ultime plan avant la guerre, qui envisage une violation possible de la neutralité belge mais uniquement dans l'angle sud-est du royaume (Ardennes), très loin du gigantesque coup de faux de 1914. Toutefois, dès 1911, le général Michel, qui devait alors prendre le commandement en chef de l'armée dans l'hypothèse d'une guerre européenne, avait suggéré l'étalement des forces françaises jusqu'à Lille et Dunkerque. Mais Joffre, qui lui succéda, ne donna pas suite à cette remarquable intuition.

Le sort des armes n'avait aucunement tranché lorsque s'engagea la bataille de Charleroi, le 21 août. On essaiera de suivre l'avancée du désastre à travers l'exemple emblématique des deux C.A. au cœur du dispositif français, le 10^e, relativement connu, et surtout le 3^e. Ce dernier eut la caractéristique d'être commandé par un général qu'on accusa d'avoir fui le champ de bataille en pleine incertitude et confusion, et qui s'en défendit farouchement toute sa vie restante, Sauret – « *Sauret la honte* » diront ses ennemis, en particulier l'Action Française car Sauret était profondément républicain et franc-maçon. Dans ces fatales journées, le rôle du commandement du C.A. et des commandements divisionnaires fut en effet, ici, décisif. Il ne s'agira en aucun cas de décerner des félicitations ou des blâmes à cent ans de distance, mais d'essayer d'évaluer la part respective de l'inévitable et des décisions humaines, bonnes ou mauvaises.

Thierry NOULENS

Saint-Cyrien de la promotion LCL Gaucher (1983 – 1986) le colonel Thierry Noulens est breveté de l'enseignement militaire supérieur (7^e promotion du CID). Après une première partie de carrière dans l'Arme Blindée et Cavalerie, il a rejoint le cadre spécial dans la spécialité histoire. Il a été chef du département d'histoire des Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan puis chef de la division enseignement études du département de l'armée de Terre du service historique de la Défense. Il est actuellement cadre-professeur à l'Ecole de guerre où il assume, entre autres, la direction de l'enseignement de l'histoire. Il est docteur en histoire contemporaine de l'université de Paris IV-Sorbonne. Il a également enseigné à l'Ecole du Louvre et à Science-Po Paris et est actuellement chargé de conférences à l'Ecole pratique des Hautes Etudes.

1914 : guerre préparée et guerre vécue par la cavalerie. Comparaison franco-allemande

L'un des enseignements titrés de la guerre franco-prussienne de 1870 était que la cavalerie en tant qu'arme du champ de bataille avait vécu. Les dramatiques charges des cuirassiers à Frœschwiller (Woerth) ou celles des chasseurs d'Afrique à Floing avaient montré clairement que la puissance de feu de l'infanterie et de l'artillerie interdisait toute action de masse à cheval sur le champ de bataille à l'arme blanche. En outre, les combats entre les deux cavaleries lors de la bataille de Mars-la-Tour s'étaient transformés en mêlées furieuses dont aucun des protagonistes n'était sorti victorieux, ce qui tendait à penser que même contre un ennemi de même pied, la cavalerie était devenue inefficace.

Entre 1871 et 1914, 44 ans se sont écoulés. De part et d'autre du Rhin, de grandes réflexions sont lancées quant à l'emploi des unités à cheval. Pourtant, de prime abord, ni la cavalerie française, ni la cavalerie allemande, ne semblent pas avoir mis à profit cette longue période pour évoluer de manière radicale avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Du côté allemand, l'hécatombe que connut le corps de cavalerie du général von der Marwitz à Haelen le 12 août, rendit les cavaliers allemands plus prudents. Les rencontres de cavalerie entre Français et Allemands tournèrent de prime abord au succès des premiers. Cependant, la mission de renseignement prenait toujours le pas sur la mission de combat du côté des seconds et l'on peut se demander si cette prudence apparente des Allemands ne relevait pas davantage de la nature des missions qui leur étaient confiées plutôt que d'un manque d'agressivité ?

Du côté français, l'usure prématurée du corps de cavalerie Sordet et l'excès de prudence du corps de cavalerie Conneau au cours de la bataille de la Marne sont-ils vraiment la preuve de l'inefficacité de la cavalerie à cheval en 1914 ? Ne sont-ils pas plutôt dus à un mauvais emploi qu'en a fait le commandement qu'à une inadaptation des unités à cheval à la guerre moderne ?

Cédric MAS

Avocat et historien militaire, Cédric MAS écrit depuis presque dix ans dans différentes revues (*Batailles & Blindés*, *Lignes de Front*, *Aérojournal*, *Reportages de Guerre*) et a publié cette année une biographie de *Rommel* et, avec Daniel FELDMANN, une biographie de *Montgomery* (Economica, 2014). Il travaille actuellement sur différents projets liés à la Grande Guerre et à la Seconde guerre mondiale en Méditerranée

L'armée britannique en 1914 : entre suffisance et pragmatisme

L'armée de terre britannique en 1914 tient une place particulière dans la défense nationale anglaise : passant après la marine, elle doit remplir traditionnellement une fonction de "gendarme" de l'Empire, tout en préservant une capacité de défense territoriale insulaire et, éventuellement, une possibilité de projection sur le continent européen. Ses évolutions récentes (uniformes, matériel, commandement, état-major ; Règlement de manœuvre de 1909 inachevé, règlement de manœuvre d'infanterie de 1913, dernière modification de structures et d'équipement, etc.) la place plutôt en retard par rapport aux autres grandes armées européennes. Ses effectifs en font un corps réduit : 6 divisions d'infanterie, bien équipées et bien entraînées, qui se considère comme "d'élite" (budget, volume, composition, sociologie des recrutements) malgré ses limites : certains domaines sont maîtrisés mais d'autres restent complètement ignorés - Conclusion : pas de doctrine mais un éthos / Une grande confiance en soi et un état d'esprit totalement différent de celui des autres grandes armées.

D'août à décembre 1914, après le premier choc et les premières défaites, c'est à une véritable refondation qu'il faut procéder.

Elisabeth GREENHALGH

Elizabeth Greenhalgh est *Research Fellow* (chargée de recherche), Australian Research Council, basée à l'Université de New South Wales, et enseigne à l'Australian Defence Force Academy, Canberra. Actuellement, elle travaille sur les batailles livrées par l'armée française en 1915, si peu connues même en France, en particulier en secteur britannique.

Elle a récemment publié *Foch, chef de guerre* (Tallandier, 2013) (paru en anglais en 2011), et de *The French Army and the First World War* (Cambridge, 2014).

Les conséquences de l'engagement de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dans la Grande Guerre

Lorsque la Grande Bretagne déclare la guerre à l'Empire allemand le 4 août, tout l'Empire britannique tout entier se trouve entraîné dans la guerre. En tant que *Dominions*, c'est-à-dire d'anciennes colonies, l'Australie et la Nouvelle Zélande bénéficient déjà d'une réelle autonomie pour tout ce qui concerne la politique intérieure. Chacun de ces deux pays dispose d'un parlement fonctionnant sur le modèle britannique et dispose du revenu des impôts perçus sur son territoire à son initiative, mais la mère-patrie reste maîtresse de leur politique étrangère. Néanmoins les *Dominions* (le Canada, l'Afrique du Sud, Terre-Neuve, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) restent en partie libres de déterminer la forme et l'étendue de leur participation directe à la guerre qui commence. Cette communication explique pourquoi et comment les deux Dominions australasiens s'engagèrent à fond dans une guerre apparemment si lointaine et quelles en furent les conséquences militaires et politiques.

Nikolay NIKIFOROV

Après avoir servi pendant 25 ans, jusqu'au grade de colonel, dans les forces armées russes, Nikolay NIKIFOROV a été directeur adjoint de l'Institut d'histoire militaire du ministère russe de la Défense, puis directeur adjoint de l'Institut de recherche en histoire militaire à l'académie militaire de l'état-major général, poste qu'il cumule avec celui de vice-président de la Commission russe d'histoire militaire.

L'armée russe à la veille de la Première Guerre mondiale

La situation de la Russie peu avant la Grande Guerre est conditionnée par différents facteurs internes et externes. Sur le plan économique, les années 1908-1913 ont été marquées par une forte croissance, cependant la productivité reste inférieure à ce qui existe en Europe occidentale et les difficultés sociales deviennent récurrentes.

D'importantes mesures de réorganisation sont prises pour redresser l'armée russe et le gouvernement de Nicolas II s'efforce de redonner à la Marine et à l'armée de Terre leur ancienne puissance. Elles restent encore, néanmoins, dans de nombreux domaines, encore en cours de réforme et de montée en puissance en 1914, en particulier si on les compare aux principales armées du continent européen.

Marie-Catherine VILLATOUX

Docteur en histoire, Marie-Catherine Villatoux est chef de la division Air au département Recherche, études et enseignement du Service historique de la Défense. Professeur associée aux écoles de Saint-Cyr Coëtquidan entre 2000 et 2013, elle assure également des cours au Centre d'enseignement et d'études du renseignement de l'armée de Terre (CEERAT) depuis 2010. Elle est l'auteur de plus d'une centaine d'articles, études et communications sur l'histoire de l'aéronautique militaire et du renseignement. Parmi ses dernières publications : *La défense en surface (1945-1962)*. *Le contrôle territorial dans la pensée stratégique française d'après-guerre* (SHD, 2009), *6 juin 1944. Le Jour J* (L'esprit du livre, 2009) et *L'extraordinaire épopée du lieutenant Marchal, pilote de missions spéciales pendant la Grande Guerre* (Histoire & Collections, 2014).

L'aéronautique française en 1914 et les débuts de la spécialisation

Entre septembre 1909, date à laquelle le général Roques, directeur du génie, ordonne l'achat pour l'armée de cinq avions et les premières heures de la guerre où la France engage 162 appareils, à peine cinq années auront suffi pour transformer la toute jeune aéronautique militaire en un service structuré. Ces années s'avèrent déterminantes pour les plus lourds que l'air, avec la loi de mars 1912 qui définit les fonctions et l'organisation de l'aviation militaire. La création d'escadrilles, l'institution du carnet de vol, la définition de l'uniforme des aviateurs sont, parmi d'autres initiatives, autant de mesures pratiques et symboliques qui consacrent l'institutionnalisation de l'aéronautique. Lorsque les hostilités éclatent les missions dévolues à l'aéronautique définies par l'instruction du 1^{er} avril 1914 relèvent exclusivement de la reconnaissance, ceci afin de renseigner le GQG sur le déploiement stratégique adverse. Toutefois, les premières semaines de conflit achèvent de convaincre le général Joffre de l'intérêt d'un emploi plus large de l'aviation sur le champ de bataille, comme dans le domaine du réglage de l'artillerie. Afin de développer le champ d'action de l'aéronautique, Joffre appelle à ses côtés le commandant Barès dès le 25 septembre 1914 et le charge d'organiser et de coordonner la montée en puissance de la « 5^e Arme ». Ce dernier met en place les spécialités 'reconnaissance' et 'bombardement' alors que la chasse n'en est encore qu'à ses balbutiements. C'est aussi à Barès que l'on doit la mise en place d'une véritable politique industrielle en matière aéronautique en fin d'année 1914.

Rémy PORTE

Le lieutenant-colonel Remy Porte est affecté à l'état-major de l'armée de terre comme conseiller et officier référent 'Histoire'. Docteur habilité à diriger des recherches en histoire, il intervient dans différentes universités et établissements d'enseignement supérieur, civils et militaires, en France et à l'étranger. Il s'est progressivement spécialisé sur les opérations ultramarines du XIX^e au XXI^e siècle et sur la Première Guerre mondiale. Parmi ses dernières publications : *Joffre* (Perrin, 2014) et *1914, une année qui a fait basculer le monde* (Armand Colin, 2014).

La motorisation en marche : les premiers emplois opérationnels du moteur

En juillet 1914, l'armée française totalise au maximum 75 véhicules à moteur (dont vingt-cinq environ commandés mais non réceptionnés), alors qu'elle en aligne près de 90.000 quelques cinquante-deux mois plus tard lorsque résonne l'armistice.

Une première étape est franchie dès le mois d'août 1914 avec la réquisition à travers tous les départements de France de milliers de motos, voitures, camions et autobus qui connaissent leurs premiers emplois opérationnels lors de la montée de la Ve Armée du général Lanrezac en Belgique. C'est à cette réquisition et la rapide évolution de l'emploi des matériels que s'intéresse cette communication.

Jean-François PERNOT

Elli LEMONIDOU

Elli Lemonidou est professeure assistante en Histoire moderne et contemporaine au département de gestion de l'environnement culturel et des nouvelles technologies à l'université de Patras (Grèce). Elle s'intéresse à l'histoire des relations internationales au

XXe siècle, en particulier aux dimensions diplomatiques et culturelles. Ses recherches portent plus précisément sur l'histoire des deux guerres mondiales, sur le système d'information, la propagande et la censure durant la Grande Guerre, ainsi que sur les usages publics de l'histoire, les rapports entre histoire académique, histoire officielle des peuples et mémoires collectives. Elle a publié de nombreux travaux sur la Première Guerre mondiale, en particulier récemment en français : «Le soldat inconnu grec», in François Cochet et Jean-Noël Grandhomme (eds.), *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La Mort, le Deuil, la Mémoire* (SOTECA / 14-18 Editions, 2012), «La Grèce à la Une pendant la Grande Guerre», *Cahiers balkaniques*, mai 2013, et «Les occupations alliées en Grèce durant la Première Guerre mondiale: leur rôle sur la scène politique grecque et leurs perceptions sur place», in Anne Couderc et Alexandre Toumarkine (eds.), *Occupations militaires et constructions nationales dans les Balkans. 1821-1922*, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

La Grèce en 1914 : une guerre projetée mais non assumée

En 1912-1913 la Grèce traverse une période particulièrement prometteuse de son histoire. Le pays vient de sortir victorieux des Guerres Balkaniques. Etant déjà une puissance navale, la Grèce a fondé des plans de prospérité avec la poursuite du renforcement de sa marine, de son réseau de chemin de fer et de sa force commerciale. La Grande-Bretagne était à ce moment particulièrement désireuse d'avoir la Grèce à ses côtés dans le but de contrebalancer la présence d'autres forces dans la Méditerranée orientale. Cependant, lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, en 1914, la Grèce se trouve d'une part au milieu des enjeux politiques entre les Grandes Puissances et les autres pays de la région, et d'autre part dans des conflits internes violents. La volonté des Grecs de se battre pour les idéaux de la «Grande Idée» est contrastée par la fatigue de la guerre ressentie par la population. Cette situation complexe a été un facteur important pour décider du rôle de la Grèce dans la guerre.

Dans notre communication nous allons voir tout d'abord la situation intérieure de la Grèce et sa situation militaire au lendemain de la fin des Guerres Balkaniques et à la veille de la Première Guerre mondiale. Nous essaierons aussi de présenter les positions soit similaires, différentes ou parfois conflictuelles des hommes politiques, des militaires et de la population concernant l'attitude de la Grèce au tout début de la guerre. Enfin, nous allons examiner de près les discussions entreprises entre d'un côté le gouvernement grec et ses voisins, et de l'autre entre le gouvernement grec et les gouvernements des Grandes Puissances qui avaient pour but d'entraîner l'entrée en guerre du pays aux côtés de l'un des deux champs belligérants. De cette manière nous allons présenter une description complète de la situation générale en Grèce ainsi que les enjeux géostratégiques lors du déclenchement du conflit jusqu'au début 1915.

Hubert HEYRIES

Hubert Heyriès est agrégé d'histoire, professeur des universités à l'université Montpellier III. Son champ de recherche porte sur l'histoire des mentalités militaires comparées entre la France et l'Italie à l'époque contemporaine. Il a publié, entre autres : *Les garibaldiens de 14, splendeurs et misères des chemises rouges en France de la Grande Guerre à la Seconde Guerre mondiale*, Édit. Serre, 2005 et *Les auxiliaires militaires italiens en France durant la Grande Guerre : héros de la pelle et de la truelle au service de la victoire*, Montpellier, PULM, 2014.

L'entrée en guerre de l'Italie (1914-1915) : une neutralité en trompe-l'œil ?

Le 2 août 1914, le président du Conseil italien, Salandra, proclama la neutralité de l'Italie.

En octobre, il persistait et signait au nom de *l'égoïsme sacré* du pays ! Pourtant, cette neutralité apparut de plus en plus fragile. Dans les mois qui suivirent, les Italiens intervinrent en effet militairement en Albanie pour obtenir des gages en Adriatique. Des milliers de volontaires italiens s'engagèrent dans la légion garibaldienne (le 4^e régiment de marche du 1^{er} régiment de la Légion étrangère) aux côtés des petits-fils de Garibaldi et se firent massacrer en Argonne contre les Allemands en décembre 1914 et janvier 1915. La presse italienne s'empara de cette nouvelle geste garibaldienne pour encourager l'Italie à rejoindre les Alliés ou à rester neutre. En Libye, les troupes italiennes durent affronter un soulèvement général, en subissant des pertes catastrophiques. Entre temps, le nouveau chef d'État-major général, Luigi Cadorna, ordonnait un réarmement accéléré, modifiait la doctrine d'emploi des forces, perfectionnait les plans de mobilisation, appelait et rappelait des classes, se battait auprès du gouvernement pour anticiper une éventuelle entrée en guerre de l'Italie. De fait, l'opinion publique italienne baigne alors dans un environnement psychologique plaçant la guerre au cœur des préoccupations de la vie quotidienne. Rapidement elle fut partagée entre une énorme majorité de neutralistes (socialistes, catholiques, giolittiens) et une minorité hétérogène d'interventionnistes (radicaux, républicains, socialistes mussoliniens, nationalistes, futuristes, le roi et son entourage, le ministre des Affaires étrangères Sonnino et le président du conseil Salandra). Alors, la neutralité italienne, remise en question lors des « radieuses journées » de mai 1915 ne fut-elle pas en trompe-l'œil dès l'automne 1914 ?

Erwan LE GALL

Fondateur du cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle *En Envor*, Erwan Le Gall prépare une thèse sous la direction de Luc Capdevila sur le 47^e régiment d'infanterie pendant la Première Guerre mondiale. Il a notamment publié *Une entrée en guerre. Le 47^e régiment d'infanterie au combat (août 1914 - juillet 1915)* chez Codex en 2014 et codirigé avec Michaël Bourlet et Yann Lagadec *Petites patries dans la Grande Guerre*, volume paru en 2013 aux Presses universitaires de Rennes.

Maurice Roger et Olivier Le Gével. Ou comment la correspondance privée de deux combattants illustre l'entrée en Première Guerre mondiale du 47^e RI de Saint-Malo

Pour les historiens, *la Grande collecte* est assurément une des plus grandes réussites de ce centenaire de la Première Guerre mondiale. De tous côtés, des milliers de personnes sont venues confier et faire numériser leurs archives familiales, offrant ainsi à la connaissance des chercheurs des trésors auparavant inexploités. Parmi ces fonds totalement inédits, les correspondances privées de l'adjudant Maurice Roger, tué le 4 octobre 1914 devant Mercatel, et du sergent Olivier Le Guével, blessé le 9 juin 1915 au *Labyrinthe*, montrent combien, en l'espace de quelques mois seulement, la guerre change de nature, s'installant progressivement dans un « siège mutuel ».

En effet, plus que les premiers jours d'août qui relèvent de la mise en guerre de l'unité, plus que les semaines dramatiques jalonnées par les meurtriers combats de Charleroi et de Guise qui trahissent l'anticipation erronée de la guerre à venir, plus que le tournant des combats de septembre 1914 autour de la Marne, c'est peut-être dans les prémices de ce que J. Horne qualifie de « *long 1915* », aux alentours d'Arras, entre octobre 1914 et juillet 1915, que se joue l'entrée en Première Guerre mondiale du 47^e régiment d'infanterie. Il ne se passe que quelques mois entre les fins prématurées des expériences combattantes de Maurice Roger et d'Olivier Le Guével. Pourtant, leurs correspondances témoignent de rapports complètement différents au temps, à la géographie du champ de bataille et même aux cadres de compréhension du conflit en cours.

Chantal DHENNIN-LALART

Professeure agrégée d'histoire et doctorante en histoire contemporaine sous la direction de Xavier Boniface sur le thème Vivre, revivre, survivre sur le front occidental, Illies et le canton de La Bassée durant la Grande Guerre. Elle est l'auteur de divers ouvrages et articles, dont « L'école et la sortie de guerre dans le canton de La Bassée », in Jean-François Condette, *Les Ecoles dans la guerre, Acteurs et institutions dans les tourmentes guerrières XVIIe siècle - XXe siècle* (Ed. Septentrion, 2014).

L'enjeu du talus des Weppes dans le canton de La Bassée, durant l'automne 1914

Le canton de La Bassée a été un des territoires qui a le plus souffert sur la longue ligne des 900 km du front. Il est pourtant peu étudié en dépit de la célébrité soudaine de Fromelles depuis la découverte des corps australiens par Lambis Englezo et la création d'un nouveau cimetière du Commonwealth inauguré par le Prince Charles. Le canton de La Bassée, ce sont les combats de Neuve-Chapelle et de la côte d'Aubers, l'opération Georgette, l'ensemble des raids australiens du mois d'août 1918. Mais c'est aussi la bataille de La Bassée d'octobre-novembre 1914, pendant laquelle les armées en présence ont été amenées à repenser leurs stratégies et à effectuer des remises en question.

C'est ce sujet, l'enjeu du talus des Weppes dans le canton de La Bassée durant l'automne 1914, qui retient ici toute notre attention. Les Britanniques qui sont venus repérer les lieux durant l'été 1914 découvrent un canton riche et prospère avec une industrie sous forme de cluster très dynamique. Il est essentiel pour eux d'avoir la maîtrise de ce territoire qui forme un ensemble collinaire dominant les vallées de la Lys et de la Deûle, donne accès à Lille et au bassin minier de Lens, et, surtout, forme un axe nord-sud vital pour les débouchés venant de Belgique et se dirigeant vers le bassin parisien. Des soldats allemands isolés, eux aussi, viennent en repérage durant l'été puis repartent. La phase est à l'observation réciproque. Tout change le 9 octobre 1914. Le point de vue du village d'Illies permet de voir que c'est ce jour, très exactement, où tout a bousculé. Les Britanniques, avec leurs chevaux blancs d'écume, arrivent sur le talus des Weppes durant la matinée; ils constatent que les troupes allemandes ne sont pas présentes et repartent. Durant l'après-midi, les Prussiens arrivent en force, défilent dans les rues des communes. Ils ne repartiront plus avant exactement quatre années puisque c'est le 9 octobre 1918 que leur départ des Weppes est avéré. Entre les deux 9 octobre, des combats très violents auront lieu, en particulier durant la bataille de La Bassée des 17 à 19 octobre 1914.

Cette bataille de La Bassée inscrit le pays de Weppes dans l'histoire militaire et anthropologique de la Grande Guerre. Les Britanniques y perdent non seulement les combats mais aussi un de leurs plus fameux commandant, le capitaine James Boyle, un aristocrate passé par les grandes écoles militaires, formé en Afrique du sud, et tué le premier jour des combats. Cette bataille est aussi celle de la "désobéissance" d'Edward Tanner, engagé volontaire du Wiltshire, pris après avoir revêtu des habits civils durant la bataille, arrêté, jugé, condamné à mort, fusillé sur ordre de la cour de justice du champ de bataille de Richebourg Saint-Vaast. Enfin, les civils encore présents découvrent à leur porte ce que sont les désordres de la guerre: incendie des habitations, combats des hommes, effroi des habitants.

Entre la guerre préparée (un espace presque familial qui fait penser au Kent) et la réalité de la défaite, se situe une révision du déroulement de la bataille qui mettra du temps à se réaliser.

Pierre-Louis BUZZI

Etudiant en master d'histoire à l'Université de Strasbourg, Pierre-Louis Buzzi mène actuellement des recherches sur les immigrés italiens en Lorraine française, et plus largement

en France, pendant la Première Guerre mondiale. Il a déjà publié plusieurs articles sur la question parmi lesquels : « La recherche des insoumis italiens dans le département des Vosges pendant la Première Guerre mondiale », *Mémoires des Vosges* ; « Immigration italienne : un chantier houleux dans le Toulinois en 1914 », *Etudes Tuloises* ; « Fuir ou Subir. Le "lamentable exode" des immigrés italiens de Lorraine (août-septembre 1914) », *Gares en Guerre 1914-1918*. Actes du colloque tenu à Paris le 3, 4 et 5 septembre 2014, à paraître.

Août 1914 : le sort des immigrés italiens en France

A la veille de la guerre, les immigrés italiens de France (environ un demi-million de personnes) sont étroitement surveillés, notamment dans l'hypothèse d'une éventuelle guerre. Toutefois, si les ministères de la Guerre et de l'Intérieur réfléchissent de plus en plus d'une part à la question du sort des Italiens et d'autre part sur celui des neutres en cas de mobilisation, ils omettent de travailler sur l'idée que l'Italie puisse être neutre. Août 1914 vient alors bouleverser les conceptions d'avant-guerre. La non-arrestation des inscrits du Carnet B, l'invasion du territoire national, l'exode des populations italiennes, la déclaration de neutralité italienne se conjuguent alors pour constituer un terreau fertile au « débordement administratif » des autorités civiles et militaires, qui ne savent quoi faire de ces étrangers au statut nouveau, au statut flou, à ces étrangers d'« entre-deux » : ni ennemis, ni alliés. Etrangers, leurs papiers d'identité réalisés avant-guerre sont déclarés non-valables, tout est à refaire alors que les mairies ne disposent pas toujours des moyens nécessaires. De multiples impréparations se succèdent alors au cours du mois d'août 1914, à commencer par l'exode de 150 000 immigrés italiens effectué dans la précipitation, alors qu'ils fuient les atrocités allemandes. L'engagement volontaire de milliers d'Italiens n'avait également pas été prévu à de telles ampleurs. Inversement, les immigrés italiens ont pu aussi être utilisés pour répondre à d'autres impréparations, telles les moissons. Vient alors la nécessité de s'adapter et de trouver des solutions concrètes qui n'engorgent pas les divers services déjà débordés, tout en cultivant des relations diplomatiques fécondes avec l'Italie. L'étude de la situation des immigrés italiens en France en août 1914 permet alors de présenter quelques vécus de ces étrangers mal considérés, de faire l'état sur diverses impréparations et formes d'adaptations mises en place par le gouvernement, les autorités militaires et les autorités civiles, et peut-être aussi de souligner la bonne coopération entre les diverses institutions.

Stéphanie SOUBRIER

Ancienne élève de l'ENS LSH, agrégée d'histoire, Stéphanie Soubrier est doctorante à l'Université Paris 1. Elle consacre sa thèse de doctorat sous la direction de Dominique Kalifa et Sylvain Venayre à *Armée, science et politique: les "races guerrières" dans l'empire colonial français sous la Troisième République (1870-1914)*.

« Armée jaune » et « Force noire » : les troupes indigènes à l'épreuve du feu (1913-1915)

Le 1^{er} décembre 1913, le général Pennequin publie dans la *Revue de Paris* un article intitulé « Pour garder l'Indochine », dans lequel il propose la mise en place d'une « armée jaune » composée d'Indochinois, chargée d'assurer la défense de la colonie. Ce projet fait écho à celui que défend le général Mangin dans son ouvrage *La Force noire*, paru

quelques années plus tôt, en 1910. Mangin y promouvait l'emploi de troupes issues des colonies françaises d'Afrique. Contrairement à Pennequin, il défendait avec ferveur leur utilisation sur le sol européen. Ces deux projets ont connu des destins opposés. Celui de Pennequin n'a suscité qu'un intérêt limité et a immédiatement rencontré de vives oppositions, tandis que la « force noire » de Mangin a donné lieu à de nombreux débats, dans la presse française aussi bien qu'au sein du commandement militaire. Le projet de Mangin repose sur des arguments historiques, culturels, physiologiques et anthropologiques. Ainsi, certaines populations africaines sont décrites comme "guerrières" par essence, et capables de fournir à la France d'excellents soldats.

A mesure que la menace d'une guerre européenne se précise, la réflexion concernant l'utilisation des troupes indigènes de l'empire s'intensifie. L'entrée en guerre, en août 1914, voit, pour la première à cette échelle, fois l'utilisation de nombreux contingents indigènes sur le sol européen. On étudiera la mise à l'épreuve, en 1914, des théories construites pendant les années précédentes concernant la valeur et l'utilisation des troupes indigènes de l'Empire.

Benoît LEMAY

Benoît Lemay est professeur au département d'histoire du Collège militaire royal du Canada et membre du Groupement interuniversitaire pour l'histoire des relations internationales contemporaines. Il a fait des études postdoctorales en histoire internationale et de l'Allemagne contemporaine à l'Université de Paris IV-Sorbonne après avoir été admis au grade de docteur en histoire militaire allemande à l'Université de Montréal. Il a publié chez Perrin deux biographies critiques de généraux allemands de la Seconde Guerre mondiale, *Erich von Manstein : le stratège de Hitler* (2006) et *Erwin Rommel* (2009). Il rédige actuellement une troisième biographie critique d'un général allemand de la Seconde Guerre mondiale, Heinz Guderian, à paraître aux éditions Fayard. Il a également publié une trentaine d'articles sur les problèmes militaires et le haut commandement de l'Allemagne contemporaine.

Le Reich allemand et la crise de juillet 1914 : la question des responsabilités des décideurs dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale

La question du partage des responsabilités entre décideurs en Allemagne dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale a suscité de vives discussions. Le point de vue traditionnel dans l'historiographie selon lequel la guerre aurait été imposée par les militaires, qui prenaient les décisions cruciales sans tenir compte des considérations politiques, doit être révisé. Les plus récentes études s'appuyant sur les documents nouvellement disponibles ne permettent pas de soutenir que les généraux agissaient indépendamment du Kaiser et de ses ministres civils. Il en résulte plutôt que le pouvoir civil n'a laissé à aucun moment la décision aux dirigeants militaires, malgré la pression technique de l'exécution du plan Moltke-Schlieffen. La responsabilité directe du pouvoir civil dans le processus décisionnel, du « chèque en blanc » du 5 juillet à la déclaration de guerre, est même flagrante. Par exemple, lorsque Guillaume II prit l'initiative de freiner l'escalade le 28 juillet en suggérant aux Autrichiens d'accepter la réponse serbe à leur ultimatum, le chancelier du Reich Bethmann-Hollweg sabota sa démarche en déformant les termes de son télégramme tout comme il avait saboté les propositions anglaises de médiation ou de conférence. Il en est de même du télégramme du prince Karl Max von Lichnowsky, ambassadeur allemand à Londres, et faisant état d'une offre de neutralité anglaise – ce fameux « malentendu du 1^{er} août » qui a fait couler beaucoup d'encre sur la responsabilité des militaires. Le général Helmuth von Moltke, chef du grand état-major, déclara certes qu'il était impossible de redéployer l'armée allemande à l'est en vue d'une offensive contre la Russie tout en restant sur la défensive à l'ouest comme le lui avait

demandé le Kaiser, mais ce dernier garda le dernier mot en ordonnant le rappel de la 16^e division d'infanterie en passe d'envahir le Luxembourg. S'il n'y a pas de doute que les dirigeants militaires ont poussé à la guerre en juillet 1914, on ne croit plus cependant qu'ils ont été en mesure de dicter leurs décisions au Kaiser et au chancelier du Reich.

Yves TESSON

Yves Tesson est historien du champagne. Docteur de l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV) et membre associé du Centre Roland Mousnier. Il travaille en étroite collaboration avec les maisons de champagne en vue de la mise en valeur de leurs archives. Il continue en parallèle ses travaux scientifiques et fait à ce titre partie de l'équipe de recherche qui s'intéresse au monde vigneron champenois depuis 1945 dans le cadre du projet Univigne de la Villa Bissinger.

Il a en particulier participé à plusieurs projets éditoriaux, dont l'écriture d'un chapitre sur le Champagne et la Première Guerre mondiale publié dans l'ouvrage *Reims 14-18* aux éditions de la Nuée Bleue sous la direction de Jean-François Boulanger et Philippe Button, la rédaction de notices pour un *Dictionnaire historique du champagne* à paraître aux Editions Laffont sous la direction de Claire Desbois-Thibault et pour le dictionnaire de Géographie *Nourrir les hommes* sous la direction de Philippe Lemarchand aux éditions Atlande.

Mumm, le destin d'une maison de champagne allemande pendant la Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale constitue une catastrophe économique pour les Maisons de Champagne dont elles ne se sont complètement relevées que dans les années 1950. Mais, elle engendre aussi une fracture intérieure au sein de la communauté des négociants du champagne si soudée jusque-là. En effet, les liens commerciaux et familiaux avec l'Allemagne sont particulièrement importants et ce depuis les origines. Il suffit d'évoquer les noms de Krug, Heidsieck, Deutz... Certes, beaucoup de ces dynasties s'étaient totalement intégrées et servaient d'ailleurs dans l'armée française, mais quelques unes demeuraient encore profondément liées à leur patrie d'origine et furent alors ostracisées.

C'est le cas des Mumm. Implantés à Reims depuis 1827, ils possèdent aussi une maison de vins en Allemagne. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle que la filiale rémoise devient le fer de lance des affaires de la famille, poussant cette dernière à résider de façon définitive en France. Lorsqu'éclate la guerre, les Mumm n'ont pas encore demandé la nationalité française. Maximilien de Mumm est donc emprisonné au fort de Lanvéoc en Bretagne et sa société mise sous séquestres. Elle suscite alors un grand nombre de convoitises et concentre une part des haines nées du martyre de la ville. Au Syndicat du Commerce des Vins de Champagne on se bat pour obtenir la cessation totale des activités de la Maison : le commerce fait par les séquestres contribuerait en effet à maintenir le prestige d'une marque « boche ». Par ailleurs, dans la ville bombardée, les maisons affrontent de nombreuses difficultés pour trouver la main-d'œuvre nécessaire au fonctionnement de leurs caves et le personnel de Mumm pourrait être utile aux autres établissements. Après l'armistice, le Syndicat multiplie les démarches pour obtenir que les profits tirés de la liquidation de Mumm soient versés aux maisons de champagne pour payer leurs dommages de guerre. Pour Mumm, les conflits ne font que commencer. A la suite de la vente de la maison le 28 juillet 1920, les procès entre les nouveaux propriétaires et la famille Mumm

vont se succéder autour de l'utilisation de la marque que les mousseux allemands tentent de conserver.

Xavier RIAUD

Docteur en chirurgie dentaire et en épistémologie, lauréat et membre associé de l'Académie nationale de chirurgie dentaire, Xavier RIAUD est directeur de la collection « Médecine à travers les siècles » aux éditions L'Harmattan.

Le dentiste à l'orée de la Grande Guerre (1914)

La fin du XIXe siècle a été une période faste pendant laquelle la chirurgie dentaire française a connu de grandes avancées techniques et structurelles : création des premières écoles dentaires (1880 ; 1884), Loi Paul Brouardel (1892) qui confère un statut légal à la chirurgie dentaire en imposant une formation suivie au sein d'une faculté de médecine sanctionnée à la fin par un examen, naissance de l'odontologie médico-légale (1897), etc. C'est donc une profession balbutiante, mais légiférée depuis 1892, ayant acquis de vraies lettres de noblesse, qui entame la guerre en 1914. Les dentistes sont alors cantonnés dans des rôles très subalternes (brancardiers, infirmiers, etc.) où ils multiplient les actions héroïques, sans jamais exercer leur art. Sous la pression de certains journaux, qui s'étonnent de leur absence au sein du service de santé des armées, et de diverses instances professionnelles, avec la mise en place très vite au cours du conflit de services de stomatologie entièrement consacrés à la réparation des « Gueules cassées » détruites pendant les combats où les dentistes jouent un rôle capital, Raymond Poincaré, alors président de la République, finit par ordonner en 1916, la création du dentiste militaire au sein des armées françaises. De fait, pour atteindre pareil accomplissement, quels ont été les acteurs prépondérants qui ont œuvré à cette cause et quels ont été les obstacles qui se sont dressés sur leur route ?

Christian BRUN et Yousra OUIZZANE

Le capitaine Christian Brun est enseignant-chercheur, chef de l'équipe « Histoire et sociologie militaires » du centre de Recherches de l'armée de l'Air (Ecole de l'Air, Salon de Provence). Docteur en histoire, il travaille en particulier sur les thèmes de l'image de l'aviation et de l'aviateur, et sur la culture et l'identité aéronautique.

Le lieutenant Yousra OUIZZANE est doctorante de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense et prépare une thèse sur *L'officier aviateur dans la guerre d'Algérie*. Après une première expérience d'enseignement dans l'éducation nationale, elle intègre le laboratoire Histoire et Sociologie Militaires du Centre de Recherche de l'Armée de l'air (CReA), où elle enseigne "l'histoire pour l'éthique militaire" aux élèves officiers de l'École de l'air depuis 2010.

Mythe ou réalité : la représentation du pilote en 1914

L'objet de cette communication est de reconstituer les étapes de la construction de l'image du pilote à travers la presse spécialisée (*L'Illustration*, *La vie au grand air*, *La Guerre aérienne illustrée*) au tout début de la Grande Guerre.

Dans un premier temps la presse va préparer l'aviateur, en lui donnant une ascendance héroïque et en se servant des exploits des pionniers. Ensuite, elles vont le façonner pour la guerre afin de mettre en avant les capacités sportives du « surhomme », de l'homme moderne. Enfin, elles vont lui trouver une arme d'accueil, une institution capable de lui donner des missions, basées sur une doctrine d'emploi.

Dans un second temps, les journalistes vont mettre en scène ces aviateurs en les

projetant dans le domaine opérationnel. L'aviateur devra donc s'adapter à sa machine, la dompter, ne faire qu'un avec elle. Il sera le nouveau Bellérophon. Il lui faudra se spécialiser, c'est-à-dire se rendre visible ou invisible, et les journalistes préparent ainsi l'entrée du chasseur. Enfin il faudra le discipliner, lui qui faisait la Une des journaux d'avant guerre, lui qui bouscule l'ordre naturel de la hiérarchie.

C'est grâce à cette préparation médiatique, qui va marquer les six premiers mois de la guerre, que la presse pourra ensuite facilement sortir son atout-maître, les As de l'aviation.

Rémy DALISSON

Professeur des universités en histoire contemporaine à l'université de Rouen, Rémy DALISSON travaille en particulier dans le domaine de l'histoire de l'école, de l'histoire culturelle et politique de la France aux XIXe et XXe siècles et de l'histoire des phénomènes mémoriaux, notamment des guerres de 1870-1871 et de 1914-1918. Parmi ses nombreuses publications : *La guerre, la fête et la mémoire : les fonctions identitaires des fêtes de guerre en France (1870 à nos jours)*, CNRS, 2013 ; *Le 11 novembre : du souvenir à la mémoire*, Armand Colin, 2013 ; et, à paraître en 2015 chez SOTECA / 14-18 Editions, *La mémoire de la Grande Guerre : entre héroïsation et remise en cause (1918 à nos jours)*.

Du culte du Moblot à celui du Poilu : préparation culturelle et commémorations de guerre, du mythe de 1870 à la réalité de 1914

Il s'agira de montrer comment la France se prépara culturellement et mentalement à la Revanche dès 1871, à travers ses pratiques commémoratives et sa politique des monuments aux morts de 1870. Ce conditionnement culturel idéalise la guerre et fait consensus jusqu'à l'Affaire Dreyfus avant d'être contesté par la suite. Mais il perdure jusqu'à l'été 1914 où l'on inaugure encore des monuments à la Revanche en juillet. Dès la déclaration de guerre, il évolue sans disparaître à l'automne 1914 à travers des nouvelles célébrations de guerre qui annoncent le 11 novembre. Elles témoignent surtout de la réalité et de l'évolution des combats de la Grande Guerre. Les nouvelles célébrations (Marne, Journées de guerre) annoncent alors la mort de masse et le culte des combattants qui caractérise cette guerre nouvelle et impensée.

François COCHET

Professeur des universités à l'université de Lorraine - Metz, membre de nombreux conseils scientifiques (dont celui de la mission du centenaire de la Grande Guerre), il est l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire des conflits des XIXe et XXe siècles. Parmi ses dernières publications : *Armes en guerre XIXe-XXe siècle. Mythes, symboles, réalités* (CNRS Editions, 2012), *Etre soldat de la Révolution à nos jours* (Armand Colin, 2013), *La Grande Guerre, fin d'un monde, début d'un siècle* (Perrin, 2014).

François COCHET tirera les enseignements du colloque et en prononcera les conclusions vendredi 21 novembre à partir de 16h15.